

**DECRET N° 2003-140/PRES/PM/MFPRE/MFB/MTEJ 20 mars 2003(JO N°14 2003)**

portant modalités d'application de la loi n° 006-2001/AN du 17 mai 2001.

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2002-204 /PRES du 6 juin 2002 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2002-205 /PRES/PM du 10 juin 2002 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

VU la loi n° 013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique ;

VU la loi n° 47/94/ADP du 29 novembre 1994 portant régime général de retraite des fonctionnaires, militaires et magistrats ;

VU la loi n°033/98/AN du 18 mai 1998 portant institution d'une coordination entre le régime général de retraite des fonctionnaires, militaires et magistrats et le régime de pension des travailleurs régis par le Code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 054/98/AN du 10 décembre 1998 portant fixation du taux de cotisation pour la constitution des droits à pension des fonctionnaires, militaires et magistrats ;

VU la loi n° 006-2001/AN du 17 mai 2001 portant extension du champ d'application de la loi n° 47/94/ADP du 29 novembre 1994 portant régime général de retraite des fonctionnaires, militaires et magistrats aux agents contractuels de la fonction publique ;

Sur rapport du Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat ;

LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 7 février 2003 ;

## D E C R E T E

### CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Les agents contractuels de la fonction publique engagés en cette qualité à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 bénéficient de toutes les prestations prévues par la loi n° 47/94/ADP du 29 novembre 1994 portant régime général de retraite des fonctionnaires, militaires et magistrats.

Article 2 : Les agents contractuels visés à l'article 1 ci-dessus sont exclusivement ceux régis par la loi n° 013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique.

### CHAPITRE II – COTISATIONS POUR PENSIONS

Article 3 : Le taux de cotisation pour la constitution des droits à pension est fixé à 18 % du salaire soumis à cotisation. Il se décompose comme suit :

- 10 % du salaire soumis à cotisation pour la part supportée par l'Etat employeur (part patronale) ;
- 8 % du salaire soumis à cotisation pour la part supportée par l'agent (part ouvrière).

Article 4 : Le salaire soumis à cotisation est le salaire de base augmenté de la prime d'ancienneté.

Article 5 : L'Etat est débiteur vis-à-vis de la Caisse autonome de retraite des fonctionnaires (CARFO) de l'ensemble des cotisations dues. Il est responsable de leur versement, y compris de la part mise à la charge du travailleur et qui est précomptée sur la rémunération de celui-ci lors de chaque paie.

L'agent contractuel ne peut s'opposer au prélèvement de cette part.

Article 6 : Les cotisations pour pension (part patronale et part ouvrière) déjà versées par l'Etat à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) au titre des agents contractuels visés par le présent décret, seront reversées par elle dans leur intégralité à la CARFO. Au cas où le versement n'est pas effectué à la CNSS, l'Etat reste redevable à la CARFO desdites cotisations.

Le rappel de cotisation restant dû à la CARFO, résultant des différentiels de taux de cotisation pour pension entre la CNSS et la CARFO sont à la charge de :

- l'Etat en ce qui concerne la part patronale, soit 5,5 % du salaire soumis à cotisation ;
- l'agent contractuel en ce qui concerne la part ouvrière, soit 3,5 % du salaire soumis à cotisation.

### CHAPITRE III : LIQUIDATION DU DROIT A PENSION

Article 7 : La pension est basée sur le dernier salaire soumis à cotisation pour pension détenu par l'agent contractuel de la fonction publique.

Elle est fixée à 2 % par annuité liquidable du salaire déterminé au paragraphe ci-dessus.

### CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

Article 8 : Le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, le Ministre des finances et du budget et le Ministre du travail de l'emploi et de la jeunesse sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 20 mars 2003

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre de la fonction publique

et de la réforme de l'Etat

Le Ministre du travail,  
de l'emploi et de la jeunesse

Lassané SAVADOGO

Alain Ludovic TOU

Le Ministre des finances et du budget

Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE